

LES LIEUX DE TRAVAIL

des droits de l'homme

La vie sociale du harcelé n'est pas épargnée ; non seulement ses contacts avec ses amis s'affaiblissent mais ses relations familiales se disloquent et ses tendances à abuser de certains médicaments ou de l'alcool apparaissent rapidement. Les employés finissent toujours par se rendre compte des violences psychologiques exercées sur leurs collègues. Cependant, ne pouvant pas combattre de telles attitudes immorales qu'ils réprouvent, ils préfèrent changer de service, partir en congé de maladie ou solliciter une mise en disponibilité, cette situation d'insécurité se répercute inéluctablement sur la productivité. Dans le secteur privé, la hausse des coûts de la production sera supportée par le client, mais quand l'entreprise appartient à l'Etat, c'est le Trésor public, donc le citoyen, qui subira les surcoûts en question. La Sécurité sociale est la première institution étatique qui réglera les factures exorbitantes des congés de maladie, de remboursements de frais des soins médicaux et des départs en retraite anticipée. C'est donc la société tout entière qui ressentira les conséquences économiques et sociales engendrées par les ravages du terrorisme en milieu professionnel, une récente étude élaborée par l'Organisation internationale du travail, dévoile que cette violence coûte à l'économie allemande entre quinze (15) à cinquante (50) milliards d'euros par année. En Algérie il n'existe aucune étude dans ce domaine.

Le harcèlement moral : un conflit individuel de travail particulier

Lors d'un récent colloque organisé par la fondation Friedrich-Erbert sur la question du harcèlement moral en milieu professionnel — initiative fort louable —, j'ai été surpris d'entendre certains participants déclarer que la loi algérienne

ignore totalement cette violence, raison pour laquelle d'ailleurs, l'inspection du Travail refuse d'accepter «les plaintes» des victimes de ces dépassements pervers, on souligne même lors de cette importante rencontre que l'article 1235 du code civil permettait de réparer, dans certains cas, le préjudice subi !!!

Nous tenons à préciser que la législation algérienne du travail a bel et bien reconnu au travailleur le droit au respect de son intégrité physique et morale ainsi qu'à sa dignité (art 6.2-de la loi n°90.11, relative aux relations de travail), mieux encore, la Constitution algérienne proscriit et réprime «toute forme de violence physique, morale, ou d'atteinte à l'intégrité de l'être humain (voir articles 34 et 35 de la Constitution). Comme nous l'avons bien démontré au début de cette contribution, le terrorisme en milieu professionnel constitue une grave atteinte aux droits humains (liberté d'expression, vie privée, honneur, dignité et qualité de la vie professionnelle). Or, tous ces droits sont des droits constitutionnels (voir articles 39, 41, 55 de la Constitution.), prétendre que la législation algérienne ne parle pas du harcèlement moral est une grossière erreur. Cependant, il faut reconnaître que le droit pénal algérien ne réprime pas ce délit en dépit de sa monstruosité.

Le droit pénal algérien est donc en décalage par rapport aux droits protégés par la Constitution algérienne. Remédier à cette lacune inacceptable est donc impérieux.

De ce qui précède, il devient difficile d'admettre la thèse selon laquelle l'inspecteur du Travail se déclare incompetent pour examiner les recours des victimes de persécutions psychologiques.

En effet, cette importante institution a pour principale mission le contrôle du respect de l'application de la réglementation du travail (art. 02 de la loi n°90-03, relative à l'inspection du Travail) et comme l'em-

ployeur harceleur porte une atteinte importante à la loi sur les relations individuelles du travail (art. 6), cette situation constitue de facto un conflit individuel, de la compétence de l'inspecteur du Travail. (art. 2 de la loi n°90-04, relative au règlement des conflits individuels de travail).

Cependant, l'employé persécuté doit respecter certaines procédures. La personne agressée doit saisir au préalable au moyen d'une requête écrite, aussi précise que possible, son supérieur hiérarchique, ou à défaut sa tutelle, de la situation de la persécution psychologique qu'il vit.

C'est ce recours qui sera remis à l'inspecteur du Travail huit ou quinze jours (selon le cas) après sa transmission avec accusé de réception aux responsables concernés. Pour que l'inspecteur du Travail puisse étudier utilement les doléances de l'employé, il doit obligatoirement être en possession d'éléments probants, prouvant l'existence des faits reprochés au persécutateur. Après instruction du dossier, l'affaire est traduite devant le bureau de conciliation compétent dans le but de concilier les deux parties. En cas d'échec, un procès-verbal de non-conciliation sera remis au travailleur pour lui permettre de saisir le tribunal siégeant en matière sociale. Pour ce faire, la victime peut s'appuyer sur l'article 6.2 de la loi relative aux relations de travail, qui reconnaît expressément au travailleur le droit d'être protégé contre le harcèlement moral, ainsi que la convention collective de l'entreprise, car cette dernière fait partie intégrante de la législation du travail et reprend en général les droits reconnus aux salariés par la loi n°90-11. Le demandeur peut renforcer son mémoire introductif, en se basant aussi sur l'article 124 bis du code civil qui considère l'exercice d'un droit comme étant abusif si son auteur cherche à nuire à autrui ou à satisfaire un intérêt illicite.

Les articles 34 et 35 de la Constitution algérienne ne feront que crédibiliser davantage sa plainte. Le juge examinera l'action intentée contre l'employeur en fonction des pièces administratives dont il est en possession. Il ne faut pas perdre de vue que le harcèlement moral au travail se caractérise par l'absence d'un conflit ouvert entre les deux parties.

C'est cette particularité d'ailleurs qui rend ce type de différend complexe donc difficile à traiter ; ainsi, le harceleur et la tutelle évitent soigneusement de répondre aux plaintes de l'agressé.

Les méthodes de torture morale employées par le tortionnaire sont vicieuses et il est rare que l'agresseur fasse appel aux sanctions disciplinaires — notamment quand la victime est un cadre — car trop visibles. Il est clair que dans un pareil contexte, il n'est pas du tout aisé d'apporter des preuves et de se défendre efficacement.

Le défendeur doit aider le juge à comprendre la réalité des atrocités vécues. Les requêtes transmises à la hiérarchie, le dossier médical, les témoignages, s'ils existent, constituent des preuves probantes qui permettront au magistrat d'aller au fond des choses ; les tâches dévolues au demandeur, le contenu de son dossier du personnel, souvent alourdi par des rapports dits confidentiels transmis à la tutelle pour souiller sa réputation, ainsi que les affectations et mutations administratives constituent des preuves irréfutables de l'existence des persécutions psychologiques.

Le montant de la réparation du préjudice matériel tiendra compte des pertes subies et des gains dont le demandeur a été privé (Damnum emergens-lucrum cessans).

Le préjudice moral, quant à lui, sera évalué en fonction du degré de l'atteinte à l'honneur et à la dignité, le juge peut même demander «la remise des choses à leur état antérieur» (voir articles 124, et

non 1234 ?!, 131, 132,182 et 182 Bis du code civil. Pour conclure : «Ce n'est pas l'ouvrage d'un jour que d'épuiser cette science» (La Fontaine, *Fables*, XII-14).

En Algérie, il est triste de constater que les harceleurs exploitent les moyens organisationnels et financiers de l'entreprise pour terroriser des travailleurs innocents ; peu importe pour les tortionnaires que la victime obtienne réparation du préjudice subi, car c'est l'entreprise, bien du peuple, qui versera le montant fixé par le juge.

L'action au civil ne peut à elle seule dissuader les persécutateurs de reprendre en toute tranquillité leurs persécutions, en affinant les méthodes usitées. Le comble en Algérie, c'est de constater qu'un citoyen peut très bien être emprisonné et contraint de verser une amende pour de simples injures verbales ou pour avoir maltraité son animal domestique — ne pas comprendre que l'auteur ne respecte pas l'espèce animale (voir articles 299 et 449 du code pénal), cependant, un gestionnaire qui porte atteinte à la santé d'un salarié, à son honneur, ainsi qu'à sa dignité, fait supporter à son entreprise des sommes faramineuses, par ses propres fautes, occasionne à l'économie nationale des surcoûts de production importants et encombre les tribunaux de procès que l'on peut éviter, n'est pas du tout inquiété sur le plan pénal.

Il est grand temps de pénaliser le harcèlement moral sur les lieux du travail ; les nations qui ont osé toucher le harceleur dans sa liberté ont vu le nombre de plaintes pour violences psychologiques chuter de quatre-vingt-dix pour cent (90%), d'autres pays sont allés plus loin, en reconnaissant le harcèlement moral comme accident de travail.

K. R.
Doctorant en sciences juridiques. Cadre Algérie Télécom ; DOT Annaba

est-il le nom ?

Cela rappelle *Les lettres au président* du talentueux et regretté Hamid Skif dont le personnage du roman ne reçoit jamais de réponse à ses suppliques. Tous les Algériens vivent ou se reconnaissent dans ces situations ubuesques rapportées et dénoncées par la presse. On est en droit de s'attendre à des réactions de la part des responsables, à des tentatives de remédier à cette triste situation, mais jamais rien n'arrive, oualou, nada, nothing. Il y a là une sorte de pathologie «mystérieuse» (que seuls les remèdes des élections démocratiques peuvent guérir) à la passivité des politiques. Comment peut-on rester insensible à ces cris de détresse qui émanent de toutes les catégories sociales ? Personne ne semble être respecté, ni l'élève, ni son enseignant, ni le médecin et son patient, ni l'avocat et son client, sans parler des ouvriers et paysans qui sont la dernière roue de la charrette... Tout ce monde en colère défile dans les rues du pays et rien ne se passe. Une société qui connaît un tel blocage produit chez les individus un mal insidieux. Ce mal est un véritable danger et a pour nom la division de l'être en deux parties qui s'ignorent mutuellement. Je ne fais pas référence à la schizophrénie, je n'ai pas une quelconque compétence pour m'avancer sur ce terrain-là. Je parle de cette déchirure, une sorte de maladie

du monde moderne, qui s'installe en silence chez l'être et qui ne l'empêche pas de vivre «normalement». Et puis un jour, cette vie normale bascule. Une partie de cet être se fatigue et cède la place à l'autre partie quand la souffrance dépasse le seuil de l'intolérable. Personne dans son entourage ne se doutait de rien. C'est uniquement lorsque l'irréparable se produit que la famille apprend par la lettre laissée par le disparu les raisons qui l'on conduit à dire adieu à la vie.

Les suicides des nombreux employés et cadres de France Télécom ont révélé qu'une société moderne qui fait subir des brimades, au nom de la «soi-disant» et «nécessaire» compétitivité, n'est pas à l'abri de l'émergence de malaises, de nouvelles formes de souffrances. Je prends cet exemple pour dire que des mécanismes sociaux, par-delà les différences de situation propre à chaque pays, annihilent les défenses de l'être et entraînent ce dernier vers une issue fatale.

D'aucuns chez nous ont pris l'habitude de coller à des phénomènes d'une grande complexité, des jugements à l'emporte-pièce qui leur permettent ensuite de suggérer, que dis-je de mettre en application des solutions de facilité. Je pense à la criminalisation des actes des harraga. Au lieu de comprendre pareil phénomène, on se sert du bâton pour briser la

volonté de changer de vie du pauvre harrag à la fois malheureux et victime d'une situation dont l'issue est souvent tragique. On n'a pas osé «criminaliser» l'immolation par peur du ridicule car l'immolé est déjà ailleurs, hors de portée de la «justice» des hommes. L'on sait que la punition est l'arme préférée d'une certaine idéologie dont les adeptes sont prisonniers de dogmes que l'Histoire finit toujours par en révéler et la stupidité et l'inefficacité. C'est ainsi que les suicidés dans l'Europe du Moyen-Âge étaient punis par l'Eglise qui leur refusaient toute bénédiction le jour de leur enterrement. Aujourd'hui, ce sont les divorcés qui sont mis à l'index par cette honorable institution si l'envie de se remarier tarau de des amoureux. Mais cette punition ne doit pas être si pénible pour ceux qui retrouvent les délices d'un amour vivifiant. L'amour, hélas, est une denrée hors d'atteinte des laissés-pour-compte de notre pays. Il y a ce jeune qui a envie de se marier, chômeur de son état, qui, fatigué de vivre dans un désert affectif, n'a plus que le courage de s'immoler devant une mairie ou une agence pour chômeurs.

De la rue à la maison

J'erre sans raison

Le jour à lutter contre l'ennui

Et les cauchemars durant la nuit.

Sans doute ce jeune ne voulait plus de

cette vie décrite dans ce poème de rue d'un anonyme. Il en a conclu, hélas, que sa vie ne valait pas la peine d'être vécue.

Il y a ce père de famille qui ne supporte plus le regard triste et les corps décharnés de ses enfants. Il préfère ne pas leur imposer sa propre déchéance, aussi décide-t-il de s'effacer pour toujours. Ses proches et voisins viendront soutenir et réconforter un temps ses enfants. Des moments atroces hanteront pendant longtemps les nuits de ces pauvres gamins. En narrant ces deux exemples qui ressemblent à tant d'autres rapportés par les journaux, me vient à l'esprit une expression de ma grand-mère : «Le soleil (et l'Algérie n'en manque pas) n'arrivera pas à sécher les larmes d'une mère confrontée à la mort de son enfant.» Pour les larmes de ces mères et pour chasser le cauchemar de ces enfants, cette humanité en devenir, nous devons sans cesse hurler notre colère, faire ce qui est possible pour épargner au pays la dérive comme ces bateaux ivres, proie facile des pirates qui sillonnent les mers. Et des pirates, il y en a beaucoup par les temps qui courent.

On connaît leurs basses œuvres en Irak et plus près de nous, en Libye... De quoi l'immolé algérien est-il le nom ? D'un pays qui a fait du nom de résistance la matrice de son histoire...

A. A.